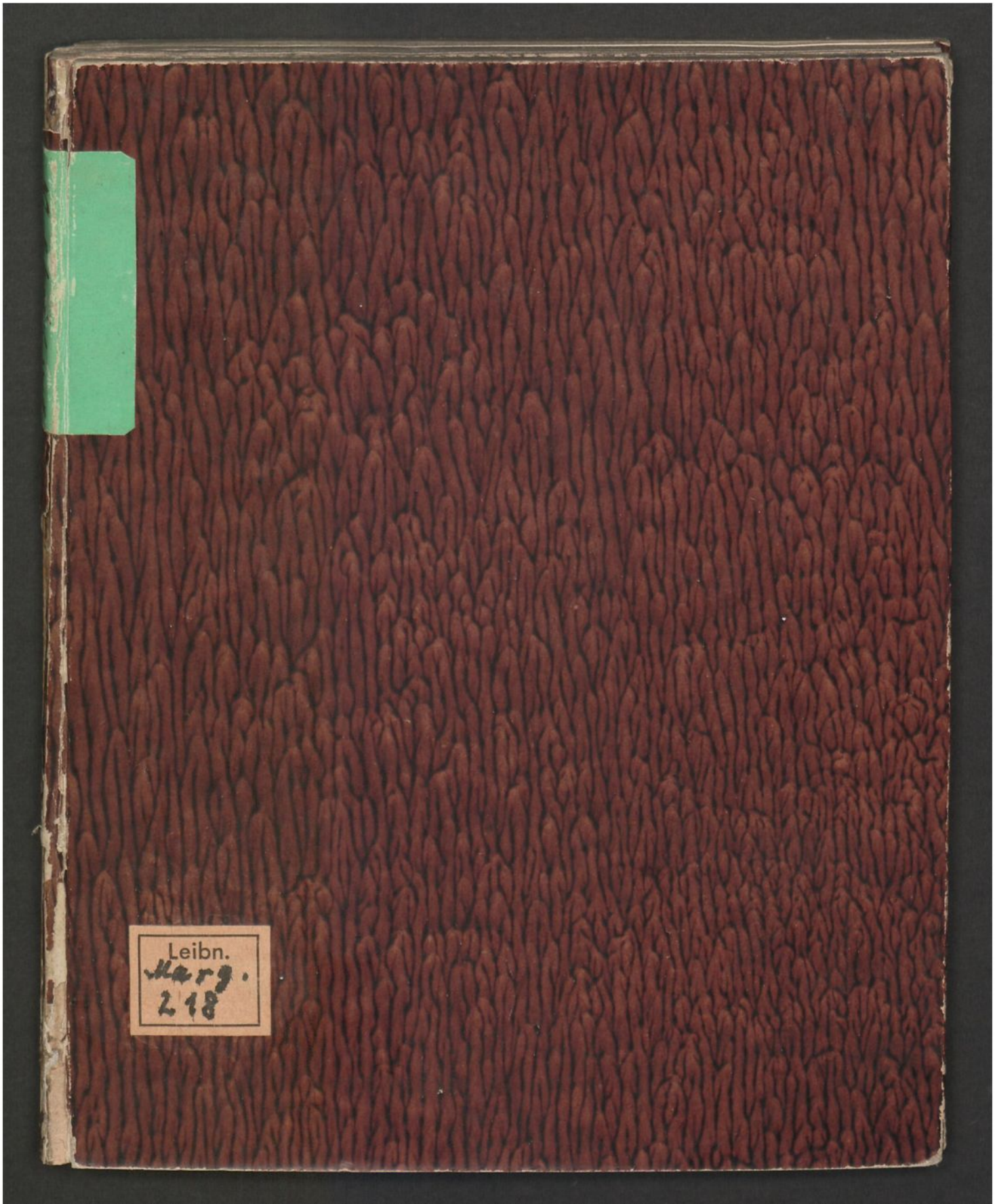


GOTTFRIED WILHELM LEIBNIZ BIBLIOTHEK
NIEDERSÄCHSISCHE LANDESBIBLIOTHEK

Signatur: Leibn. Marg. 218, Stück 2, [1] - -

PUBLIC DOMAIN

[Gm-A 69] Leibn. Marg. 218

GOTTFRIED WILHELM LEIBNIZ BIBLIOTHEK
NIEDERSÄCHSISCHE LANDESBIBLIOTHEK

Signatur: Leibn. Marg. 218, Stück 2, [2] - -

PUBLIC DOMAIN

2

MEMOIRE INSTRUCTIF

Et

Abrégé des Droits

De

SA MAJESTE LE ROY DE PRUSSE

Sur

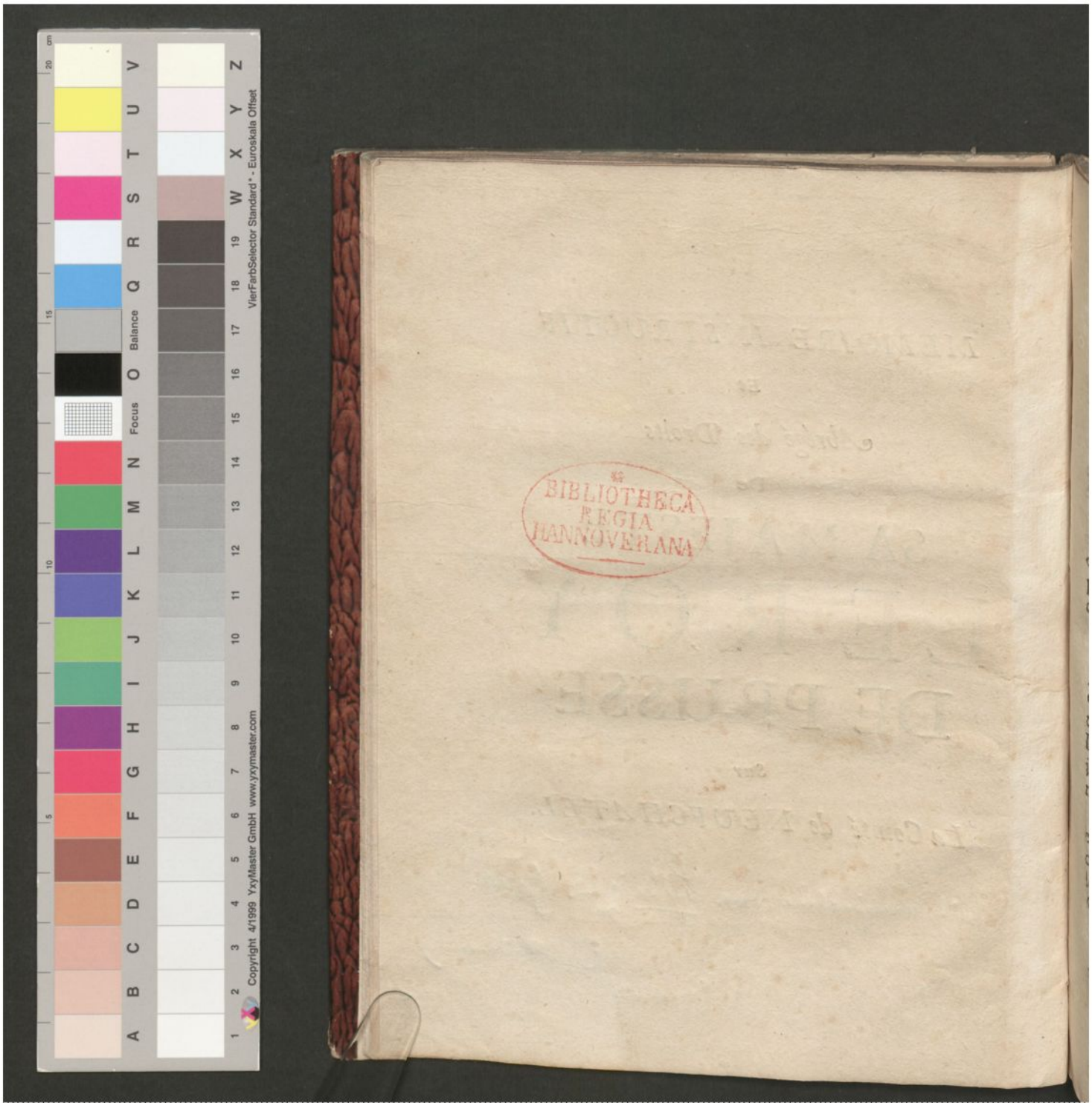
La Comté de NEUFCHATEL.

mit Marginalien von Leibnizens Hand

Rodemann

7

32



GOTTFRIED WILHELM LEIBNIZ BIBLIOTHEK
NIEDERSÄCHSISCHE LANDESBIBLIOTHEK

Signatur: Leibn. Marg. 218, Stück 2, [4] - -

PUBLIC DOMAIN

SI la mort ſans Enfans de Guillaume troiſieme, Roi de la Grande Bretagne de glorieuſe memoire, a donné la vie a pluſieurs pretenſions ſur les Biens des Anciennes Maiſons de Baux, de Chalon, & de Naſſau Orange, le déceds de Dame Marie d' Orleans Longueville Ducheſſe de Nemours n'en faira pas naitre un moindre nombre ſur la Comté de Neufchatel fief de la Maiſon de Chalon.

On peut cependant ſoutenir hardiment ; que de tous les Pretendans à ces Biens, il n'y en a aucun qui puiſſe avec quelque fondement etablir ſon Droit ſur ceux de ces Maiſons en general, ni ſur aucune d'elles en particulier ; Il n'y a que le Tres haut & le tres puiſſant Prince Frederic Roi de Pruſſe, qui puiſſe le faire avec juſtice a l'egard de toutes, Ainſi qu'il ſera fort ayſé a montrer.

C'eſt dans ce deſſein que l'on a jugé a propos d' expoſer au public ce Memoire, qui bien que tres ſuccint ne laiſſera pas de prouver demonſtrativement, que les Droits de ſa Majeſté le Roi de Pruſſe, tant ſur cette Comté de Neufchatel, que ſur tous les autres Biens de ces Anciennes & Auguſtes Maiſons ſont inconteſtables.

Pour executer avec exactitude le projet que l'on a formé la deſſus, on ſe propoſe de juſtifier, que ſa Ma-

jeſté le Roi de Pruſſe eſt le ſeul Succeſſeur Naturel & Legitime des Princes de Baux, de Chalon & de Naſſau Orange, & encore qu'il leur eſt ſubſtitué par leurs diſpoſitions finales, & qu'en ces deux qualités les Biens & les Droits de ces Princes, de quelle nature qu'ils ayent eſté, ou en quoi qu'ils ayent conſiſté, lui appartiennent & ſont reünis en ſa Perſonne. On pretend d' etablir enſuite d' une maniere invincible les Droits de la Maiſon de Chalon ſur la Comté de Neufchatel.

Et on eſpere de faire voir enfin, que la conſolidation du Domaine utile au Domaine Direct ne peut pas etre valablement conteſtée à Sa Majeſté Pruſſienne par les Cas qui y ont donné lieu, & qui à la mort de la Dame Ducheſſe de Nemours ſe preſenteront encore avec une evidence tres parfaite.

C'eſt uniquement en ces trois Articles que conſiſtera ce petit Ouvrage, & dans chacun d'iceux on inſerera les principales objections qu'on preſumera pouvoir etre faites de la part des Competiteurs, qui ſeront ſuivies d' une refutation egalement pertinente & ſolide.

Or pour montrer que le Roi de Pruſſe eſt le legitime & le veritable Succeſſeur des Princes de Baux, de Chalon & de Naſſau Orange, il n'y aura qu'à raporter ici leurs Genealogies, & ſur tout celle des Chalons, depuis Jean quatrieme jusques à Philibert, dernier mâle de cette famille; & encore celle des Naſſaux depuis René fils d' Henry & de Claudine de Chalon, jusques a Guillaume troiſieme Roi de la grande Bretagne, par le deceds duquel la Branche agnatique de Naſſaux Orange a pris fin: on ne comprendra dans ces genealogies que ceux qui ont eu de poſterité ſuivie.

Il eſt donc neceſſaire de remarquer qu'en l'année 1386.

1386. & le onzieme d' Avril Jean de Chalon quatrieme du nom contracta Mariage avec Marie de Baux fille unique de Reymond cinquieme du nom Prince d' Orange & de Jeanne de Geneve, dans lequel Contract passé à Avignon en presence du Pape Clement 7eme le dit Reymond depouilla de sa Principauté d' Orange en faveur de Marie sa fille, sous cette condition que'lle passeroit au fils ainé qui pourroit venir de ce Mariage, Il fut encore convenu que le dit Jean de Chalon laisseroit aussi à son fils ainé les plus belles Terres de sa Maison, ce qu'il promit d' executer par tous les plus forts sermens, & sous l' excommunication du Pape qui etoit present.

De cette Alliance sont issus plusieurs Enfans, Louis surnommé le bon, Jean, Hugonin, Alix, & Marie, il n'y a eu que Louis & Alix qui ayent eu de posterité.

Louis eut des enfans de deux Lits, du premier il eut Guillaume, du deuxieme Louis 2., Hugonin, Jeanne, & Philipine: ces quatre derniers sont morts sans enfans, ou s'ils en ont eu, leurs posterité est eteinte depuis long temps.

Guillaume eut Jean.

Jean eut Philibert & Claudine.

Philibert mourut sans enfans.

Claudine qui l'avoit predecedé avoit eu de son Mariage avec Henri Comte de Nassau, René qui fut l'heritier universel de Philibert son Oncle.

René de Nassau n'ayant pas des enfans, fit passer cette Succession de Chalon & celle de Baux, avec les biens qui lui etoient propres, à Guillaume de Nassau son Cousin germain, & par Testament du 20e Juin 1544. fait avec octroi special de l' Empereur Charles quint, & par

lui enſuite autoriſé, de meme que celui de Philibert ſon Oncle, jcelui René fit un fideicommis Lineal graduel & perpetuel en faveur de la Deſcendance du dit Guillaume, à l' excluſion des autres Branches des Comtes de Naſſau.

Guillaume 9^eme^ Prince d' Orange eut pluſieurs Enfans de pluſieurs Lits, & entr'autres du premier il eut Philippe Guillaume, du ſecond Maurice, du troiſieme il eut ſix filles, & du quatrieme & dernier il eut Frederic Henry.

Philippe Guillaume & Maurice moururent ſans Enfans: Frederic Henry leur frere fut leur Succeſſeur, il eut un fils & quatre filles, Guillaume dixieme, Louiſe, Albertine, Henriette, & Marie.

Guillaume dixieme eut Guillaume Henry, qui fut Prince d' Orange & enſuite Roi d' Angleterre ſous le nom de Guillaume troiſieme.

Louiſe fille ainée du Prince Frederic Henry fut mariée au Prince Frederic Guillaume Electeur de Brandebourg, de la quelle Alliance eſt ſorti Frederic Roi de Pruſſe heureuſement Regnant.

Par ce petit detail genealogique il paroit clairement que Frederic Roi de Pruſſe etant Couſin germain du feu Roi Guillaume, deſcendus tous deux de Frederic Henry, l'un par Guillaume dixieme, & l'autre par Louiſe, ſe trouve ſon plus proche Parent, & conſequemment ſon Succeſſeur Legitime.

D'ailleurs il eſt appellé à cette Succeſſion par les diſpoſitions Teſtamentaires de ſes Predeceſſeurs, & particulierement par le fideicommis contenu dans le teſtament de René de Naſſau Chalon, dont la validité a eſté generalement reconnué.

On

On convient que par des Substitutions anterieures on auroit pû detourner cette Succeſſion de ſon canal naturel, à l'egard des Biens qui pourroient en dependre & qui ſeroient d'une qualité à pouvoir être ſubſtitués.

Mais comme il n'y a aucune ſubſtitution qui ſoit valable ou qui n'aye eſté purifiée, on eſt toujours plus confirmé dans ce ſentiment que Sa Majeſté le Roy de Pruſſe eſt revetu de tous les Droits en general des Princes de Baux, de Chalon & de Naſſau Orange.

Il eſt vrai que les Deſcendans d'Alix de Chalon ont pretendu contre tout droit & raiſon, que le Teſtament de Jean de Chalon & celui de Marie de Baux des années 1416. & 1417. contenoient une ſubſtitution en faveur d'Alix leur fille & de ſa deſcendance, & ont ſoutenu en certain temps le cas arrivé par le deceds ſans enfans de Philibert de Chalon dernier mâle de cette famille.

Mais outre que ces Teſtamens n'ont jamais paru en forme digne de foi, n'en ayant eſté produit que des fragmens irreguliers, tout lacerés & raturés, on ſoutient cette pretenduë ſubſtitution invalide; caduque & de nul effect.

L'Invalidité ſe tire des pactes & des conventions continuës au Contract de Mariage de Jean de Chalon & de Marie de Baux, par les quelles la Principauté d'Orange avec ſes dependances & les plus belles terres de la Maiſon de Chalon, du nombre des quelles etoit le fief de Neufchatel, devoient paſſer ſans aucune charge à Louis leur fils ainé, ſuivant cette maxime communement receuë, que lors qu'une fois un Donateur s'eſt depouillé,

pouillé, il n'a pas la Liberté de se retracter, ni d'imposer à la chose donnée aucune charge par substitution ny autrement.

On ose dire bien plus, il n'est pas permis à un premier Donataire d'imposer des nouvelles charges sur les biens donnés au prejudice du second Donataire, auquel ils doivent passer libres aprés la mort du premier.

C'est une verité dont tous les Docteurs conviennent, sur ce fondement, que lors qu'une Donation est faite au Pere & à ses Enfans, il y a deux Donations; la premiere au Pere, & la seconde aux Enfans, auxquels les biens donnés sont acquis par un droit irrevocable, & doivent passer libres aprés la mort du Pere, de la liberalité duquel ils ne les tiennent pas, mais bien de celle de leur Ayeul.

Par toutes ces raisons on a droit de conclure, que cette pretenduë substitution est invalide par le defaut de pouvoir du Testateur & de la Testatrice, Jean de Chalon & Marie de Baux.

Elle est aussi caduque par l'existence des Enfans mâles de Louis de Chalon, & par celle des mâles de ses mâles, qui ont survecû & à la dite Alix & à Marguerite de Vienne, qui fut le seul enfant qu'elle eut de son Mariage avec Guillaume de Vienne mariée à Rodolphe Marquis de Hochberg.

Cette substitution est de nul effect, par la raison qu' Alix n'etoit substituée qu'aux seuls biens que le Testateur avoit en France, qui étoient de peu de consideration, desquels il n'est pas question à present; Sa vocation n'étoit même qu'à condition de les partager avec Marie sa Sœur Cadete & les filles des mâles du Testateur, & à la charge de raporter au ca du partage de constitution

tion dotale, au moyen de quoi elle n'auroit pu retirer aucun fruit de cette Subſtitution, ayant eſté tres avantageuſement dotée. Et à l'egard des Biens ſitués hors de France, & dans les terres de l'Empire, desquels il s'agit maintenant, elle n'y etoit point appellée, ni ſes filles non plus. Pour la preuve de cette verité on s'en raporte a ce pretendu Teſtament, ſans entendre neantmoins l'aprouver en la forme qu'il a eſté produit.

Enfin toute l' Europe ſans s'arreter aux frivoles pretenſions des Deſcendans d' Alix de Chalon, a reconnu tout autant de fois que l'occaſion s'en eſt preſentée par des Traités publics depuis 1538. jusqu'en 1697., dans lesquels la France leur protectrice eſt toujours intervenuë, a dit on reconnu les Princes de Naſſau Orange pour les ſeuls heritiers univerſels des Chalons.

La France elle même leur a confirmé cette qualité par pluſieurs Edits de pacification & de Reintegrande, & par d'autres actes & traités particuliers, au veu & au ſeu des Ducs de Longueville, qui n'en ont jamais reclamé. Que ſi en certain temps ils ont temoigné de vouloir le faire, ce n'a jamais eſté que dans la veuë de complaire à la France, afin d' avoir par ſa protection le moyen de ſe maintenir dans l'injuſte occupation de la Comté de Neufchatel, ſans eſpoir d'en retirer d'autre fruit.

Ce qui eſt ſi conſtamment vrai, que les Deſcendans d' Alix ou leurs pretendus ſucceſſeurs ne ſauroient faire voir, qu'en aucun temps ils ayent joui d' un ſeul pouce des Terres de l' hoirie de Chalon, ſi on en excepte la Comté de Neufchatel, qu'ils ont occupé jusqu' á preſent ſans aucun legitime Titre á la faveur des guerres & d'une force majeure. Car ſi la France a uſé quelque-

 fois

fois de mainmiſe ſur les biens des Princes d' Orange ſitués ou enclavés dans le Royaume, ce n'a eſté que par droit de Repreſſaille. Les Arrets vendus á la pourſuite des Ducs de Longueville par le grand Conſeil de Paris n'ont jamais eu d' execution: Ils ont eſté par la France elle même declarés nuls, comme emanés d' un Tribunal incompetent. Il n'y a eu que le Prince de Conti, qui en qualité de Legataire univerſel de l' Abbé d' Orleans Longueville dernier mâle de la famille ſe ſoit aviſé de les faire executer ſur la Principauté d' Orange, ſe prevalant pour cela de la ſituation des affaires generales de l' Europe.

Ainſi tout ce qu'on vient de dire juſtifie ſans reponſe, que le Roi de Pruſſe eſt par ſucceſſion naturelle & legitime, & par les diſpoſitions Teſtamentaires de ſes Illuſtres Predeceſſeurs inconteſtablement revetu des Droits de la Maiſon de Baux, & de celles de Chalon & de Naſſau Orange á l'excluſion de tous autres pretendans.

Voila preciſement ce qu'on s'etoit obligé de prouver dans l'article premier de ce Memoire. Il s'agit maintenant pour ſatisfaire au Second, d' etablir le Droit de la Maiſon de Chalon ſur la Comté de Neufchatel & dependances.

On pourroit le tirer des Anciens Comtes de Chalon qui etoient auſſi Comtes de Bourgogne, dont on prend que Neufchatel fut fief.

On pourroit encore le prendre de l'acte de 1237. par lequel Jean de Chalon, deuxieme du nom, bailla en echange á Hugues Duc de Bourgogne la Comté de Chalon ſur Saone, pour la Baronie de Harlai, de laquelle on dit que les Comtes de Neufchatel etoient Vaſſaux; mais comme tout cela pourroit etre matiere á diverſes conte-

conteſtations, on l'etablira ſur un acte, qui par ſa ſolemnité ne pourra etre ſuſceptible d' aucune.

Ce ſera donc ſur l' Acte de 1288., par lequel l' Empereur Rodolphe, etant au Camp devant Berne, remit & conceda a Jean de Chalon troiſieme du nom Baron de Harlay la Comté de Neufchatel & ſes dependances, pour en jouir & diſpoſer, lui & ſes Succeſſeurs á perpetuité & en toute Liberté, comme etant un fief libre de ſa nature, reſigné entre les mains de cet Empereur par Rolin de Neufchatel fils d' Amedée.

La conceſſion de ce fief n'etoit pas tant un acte de liberalité de la part de l' Empereur Rodolphe envers Jean de Chalon, qu'un acte de juſtice & d' equité. Les anciens Droits que les Chalons pouvoient avoir ſur Neufchatel n'etoient pas des choſes inconnuës a cet Empereur. Quoi qu'il en ſoit, toujours eſt il certain, que Jean de Chalon ne voulant pas entierement ſe prevaloir de cette conceſſion, comme il lui etoit libre de faire, par un pur effect de ſa generoſité donna cette Comté en arriere fief au même Rolin, ſous les conditions exprimées en l'acte ſur ce paſſé pardevant l' Eveque de Lauſanne, á raiſon dequoi Rolin en preta en même temps foi & hommage Lige au dit Jean de Chalon.

Rodolphe ou Raous de Neufchatel fils de Rolin fut auſſi receu a hommage l'année 1311. & ſe confeſſa tenir cettes Comté avec ſes dependances en fief Lige de ſon Seigneur Jean de Chalon, aprés quoi ce Vaſſal receut de ſon Seigneur dominant la permiſſion á une de ſes filles ou á une des filles de ſes fils de pouvoir tenir & reprendre ce fief.

En 1357. Louis de Neufchatel ſon fils & ſon Succeſſeur en preta encore hommage, & dans l'acte il fut dit

 que

que c'etoit és Us & Coutumes de Bourgogne, & comme il n'avoit que deux filles Iſabelle & Vavene, ſon Seigneur de fief lui acorda un conceſſion plus etenduë, la permiſſion de tenir fief ayant eſté portée aux filles du Vaſſal ou aux filles de ſes heritiers, une ou pluſieurs de la Maiſon de Neufchatel.

Iſabelle fille ainée de Louis á la faveur de cette conceſſion fut miſe en poſſeſſion de la Comté aprés la mort de ſon pere, & n'ayant pas eu des enfans de ſon mariage avec le Comte de Nidau, elle pretendit pouvoir la tranſporter par Teſtament a Conrad de Fribourg ſon Neveu fils de ſa ſoeur Vavene predecedée.

Il ne faut que les lumieres naturelles, pour voir que les inveſtitures accordées aux Vaſſaux lioient les mains á Iſabelle, & lui otoient le pouvoir & la faculté de diſpoſer de cette Comté, puis que par elles il etoit ſeulement permis aux filles des Vaſſaux ou aux filles de leurs Enfans mâles de tenir & reprendre le fief, ſans qu'elles puſſent le transporter a leurs heritiers; & de la il reſulte clairement que la diſpoſition faite par Iſabelle etoit nulle & defectueuſe á tous egards, par le defaut de pouvoir de la part d' Iſabelle, & par l' Inhabilité de Conrad, qui ne ſe trouvoit pas du nombte des perſonnes deſignées dans les Inveſtitures pour tenir & reprendre le fief.

Neantmoins en 1397. Jean de Chalon voulant en uſer avec la meme generoſité envers Conrad de Fribourg, que Jean de Chalon ſon pere en avoit uſé envers Rolin, en lui baillant cette Comté en arriere fief, receut a hommage ledit Conrad, nonobſtant ſon inhabilité manifeſte. Ce qu'il fit pourtant avec des precautions capables de mettre les droits des Seigneurs dominans en toute ſureté pour l'avenir.

Et

Et pour cet effect le 3e Aouſt 1406. les Bourgeois de Neufchatel ayant une parfaite connoiſſance des Droits des Chalons, reconnurent de leur bon gré d'une maniere tres authentique, Souverain & Seigneur du fief de Neufchatel & de la Comté d'jcelui Jean de Chalon Baron de Harlai Prince d' Orange, & en cette qualité de Souverain de Neufchatel ils lui demanderent la confirmation de leurs Libertés & de leurs franchiſes, & qu'il fut fait commandement de ſa part au Comte Conrad de Fribourg ſon Vaſſal de les garder & entretenir ſous les peines compriſes dans les Lettres des dites Libertés & franchiſes. Ce qui leur ayant eſté accordé par le dit Jean de Chalon, les Bourgeois internes & externes declarerent, que ſi Conrad decedoit ſans enfans nés en legitime mariage ou ſes enfans ſans enfans, alors ils reconnoitront Jean de Chalon pour leur Seigneur, & il fut ajouté: Que ſi Conrad ou ſes heritiers vouloient donner, vendre ou tranſporter par Teſtament, inſtitution hereditaire ou autrement la Comté ou partie d'jcelui a d'autres qu'aux enfans qui lui doiuent ſucceder, ils promettent par ſerment qu'ils ne les reconnoitront point pour leurs Seigneurs, ni ceux a qui il aura eſté aliené, mais bien le dit Jean de Chalon.

Quoi que cette reconnoiſſance fut dans l'ordre de la juſtice, & qu'elle ne contint rien qui fut en oppoſition aux inveſtitures accordées aux Vaſſaux, elle ne fut pourtant pas d'abord du gout de Conrad, en effet il en porta ſes plaintes a Leurs Excellences de Berne, mais dans la ſuite egalement convaincu de leur peu de fondement & de leur injuſtice, il les abandonna, de maniere que cette reconnoiſſance eſt reſtée dans toute ſa vigueur, & les deux cas y exprimés ſe trouvant parfai-

 tement

tement verifiés, les Fribourgs etant morts ſans enfans, & ayant voulu tranſporter cette Comté a des perſonnes non compriſes dans les Inveſtitures, il y a lieu de croire que les Bourgeois de Neufchatel voudront bien aujourdhui par des motifs d'honneur & de conſcience ſatisfaire a leurs engagemens envers Sa Majeſté le Roi de Pruſſe digne Succeſſeur de Jean de Chalon.

Conrad de Fribourg negligeant de fournir l'aveu & le denombrement auquel il etoit tenu, Jean de Chalon fit ſaiſir la Comté & la mit ſous ſa main. Mais le Vaſſal ayant ſatisfait a ce devoir feudal, main levée lui en fut accordée, en conſequence de la quelle il preta hommage au dit Jean de Chalon en la forme des precedens, & par l'acte daté du 24. Aouſt 1407. il eſt porté par exprés, que les parties n'entendent ſe prejudicier a leurs droits & Seigneuries qu'elles ou chacune d'elles avoient ou pouvoient avoir audit Comté de Neufchatel, comme de nouveaux droits á aquerir & anciens perdre, ainſi qu'jcelles choſes leur demeureroient ſauves. Clauſe qui aſſure & conſerve inconteſtablement & á perpetuité les Droits de la Maiſon de Chalon, l'on peut meme dire, ſans craindre de ſe tromper, que cette Clauſe ne fut inſerée dans l'Acte d'inveſtiture qu'en faveur de Jean de Chalon, qui ſeul des contractans relachoit de ſon droit par l'admiſſion qu'il avoit faite de la perſonne de Conrad á poſſeder ce fief.

En 1454. Jean de Fribourg ſon fils unique & ſon Succeſſeur fut receu á hommage par Louis de Chalon ſurnommé le Bon fils & heritier de Jean, & ce fut ſans deroger a ſes Droits ſur le Domaine plein de Neufchatel, porte en termes precis l'acte d'inveſtiture de la même année 1453.

La

La mort ſans poſterité de Jean de Fribourg arrivée en 1457. donna lieu ſans contredit au droit de Reuerſion du fief de Neufchatel en faveur de Louis Seigneur Dominant, qui dans l'exercice qu'il voulut en faire rencontra des obſtacles & des difficultés inſurmontables, formées de la part de Rodolphe de Hochberg heritier Teſtamentaire de Jean de Fribourg, & ſon parent collateral en un degré fort eloigné, qui en vertu de cette pretenduë diſpoſition ſe mit en poſſeſſion de cette Comté par la force & par la violence, & s'y maintint par la meme voye, fauoriſé dans ſon uſurpation par les Cantons voiſins de Neufchatel, qui par des raiſons d'Etat ſe crurent etre en obligation de proteger Hochberg, en veuë de ſe ſervir de lui comme d'un Inſtrument propre á eloigner de leur voiſinage les Chalons Princes puiſſans & belliqueux, engagés ordinairement dans les partis qui leur etoient oppoſés.

Les Ambaſſades infructueuſes de Louis de Chalon aux Seigneurs du Canton de Berne en 1458., au ſujet de l'uſurpation de Rodolphe de Hochberg, & les inſtances vaines & inutiles de Philiberte de Luxembourg mere & Tutrice de Philibert de Chalon faits en 1504. au meme Canton & pour le meme ſujet, ſont des preuves certaines & convaincantes de la protection de ce Canton envers cet Uſurpateur.

Rodolphe de Hochberg, qui reconnoiſſoit parfaitement l'Inhabilité de ſa perſonne & l'invalidité de la diſpoſition de Jean de Fribourg par le defaut de ſon pouvoir, eut recours á la force, comme au moyen qu'il jugea le plus propre á lui procurer la poſſeſſion de cette Comté, il leva des Troupes, & avec ces memes Troupes il s' en ſaiſir. Mais voulant colorer en quelque façon ſon

„ ſon injuſte occupation, il fit offrir en ladite année 1458.
„ á Louis de Chalon l' hommage de cette Comté en la
„ maniere de ceux des precedens Vaſſaux. Mais comme
„ ſes offres portoient leur vice & leur inſufiſance ſur le
„ front, Louis n'eut garde de les accepter. Il ſe ſeroit
„ porté par lá un prejudice irreparabile, au lieu que par
„ ſon refus que les loix aûtoriſent il conſeruoit en ſon en-
„ tier pour lui & pour ſes Succeſſeurs le Droit de Rever-
„ ſion, qui lui etoit irrevocablement aquis par la mort ſans
„ enfans de Jean de Fribourg.

Rodolphe de Hochberg fit paſſer cette Comté a Philippe ſon fils unique, qui eut le moyen de s'attirer encore la puiſſante protection de la France par ſon Mariage avec Marie de Savoye, Niece de Louis XI.

Philippe la tranſmit pareillement a Jeanne ſa fille unique, qui s'etant mariée avec Louis d'Orleans Duc de Longueville l'aporta dans cette Famille, ou elle a reſté jusques á preſent á la faveur de cette double protection, & au grand prejudice des Seigneurs Dominans, auxquels la voye de la juſtice á cet egard a eſté fermée jusques á preſent.

Si on reflechit le moins du monde ſur ce qui vient d'etre raporté, on jugera aiſement que les Droits de la Maiſon de Chalon ſur Neufchatel ſont inconteſtables, & etablis ſur des fondemens qui ne ſauroient etre ebranlés.

L'Acte de 1288. en eſt le titre primitif & fondamental, il eſt hors d'atteinte, il eſt en bonne forme, paſſé par un Empereur revetu d'un droit & d'un pouvoir legitime pour conceder cette Comté, executé pendant prés de deux Siecles ſans oppoſition, approuvé, ratifié & confirmé dans les occaſions par les Succeſſeurs de cet Em-

Empereur. Le premier qui lui donna ſon approbation fut Rodolphe Prince d'Empire, Roi de Boheme, fils de Rodolphe premier en 1291., l'Empereur Adolphe de Naſſau en 1292., l'Empereur Albert premier en 1299., l'Empereur Charles IV. en 1358., & enfin l'Empereur Sigismond en 1415.

Cet acte a eſté reconnu par les Comtes Vaſſaux au moyen des hommages liges qu'ils ont preté en divers temps aux Princes de Chalon en qualité de Seigneurs du fief de Neufchatel, & par les inveſtitures que ceux ci leur ont accordé depuis Rolin jusqu'á Jean de Fribourg incluſivement.

On ne doute point que leurs pretendus Succeſſeurs n'en euſſent fait de même, ſi les Chalons les euſſent voulu admettre á la preſtation d'hommage, mais comme ils ne le pouvoient ſans préjudicier á leur droit de Reverſion, ils ne furent pas d'avis de les y recevoir.

Les Seigneurs du Canton de Berne ont auſſi de leur part reconnu les Droits que la Maiſon de Chalon avoit ſur Neufchatel en vertu du ſusdit Acte de 1288. par le conſentement qu'ils ont preté dans les actes de Combourgeoiſie paſſés avec ces pretendus Vaſſaux, que ceux ci ſtipulaſſent que au cas de guerre entre le Canton & les Chalons leurs Seigneurs Dominans, ils reſteroient dans une exacte Neutralité.

Les Bourgeois de Neufchatel internes & externes, parties les plus intereſſées, ont de leur coté reconnu pour Souverains & Seigneurs du fief de Neufchatel & de la Comté d'jcelui les Princes de la Maiſon de Chalon, & ont promis avec ſerment de ne reconnoitre autre qu'eux aux Cas exprimés en l'acte de 1406.

Voila toutes les parties qui pouvoient avoir intereſt

en la matiere, Empereurs, Vaſſaux, Bourgeois & Combourgeois de Neufchatel, qui ont reconnu par des Actes ſolemnels & rëiterés le Droit de la Maiſon de Chalon ſur Neufchatel, dont Sa Majeſté le Roi de Pruſſe eſt inconteſtablement revetu.

On ne croit pas aprés tout ce qu'on vient de dire qu'on veuille entreprendre aujourdhui de conteſter ce Droit á Sa Majeſté Pruſſienne. A tout évenement on eſt bien perſuadé, que ceux qui oſeront le tenter ne fairont que des vains & d'inutiles efforts, & qu'ils ne remporteront pour ſalaire de leurs frivoles entrepriſes que la honte & la confuſion, que l'injuſtice de leurs pretenſions leur aurá juſtement attiré.

La préſcription ſera le ſeul moyen ſpecieux qui pourra faire entrévoir á ces perſonnes prevenuës par des Conſeils intereſſés quelque foible eſperance de ſuccés, mais elle ne ſauroit reſiſter un moment aux raiſons victorieuſes qu'on a, á y oppoſer.

On dit donc en premier lieu que comme les Souverainetés n'entrent pas dans le commerce des hommes, elles ſont par conſequent au deſſus de l' Empire de la preſcription, & ſi un Souverain ne peut pas preſcrire contre un autre Souverain, un Vaſſal peut bien moins preſcrire contre ſon Seigneur ſouverain & dominant.

D' ailleurs on ne ſauroit diſconvenir que la Souveraineté & la Dixme ne ſoient de droit & d' inſtitution divine, & toutes les deux egalement impreſcriptibles, auſſi l' homme ne preſcrit point contre Dieu, ni le particulier contre la Republique.

En France, dans le pais des Suiſſes, & dans tous les Etats bien policés le ſujet ne peut rien preſcrire contre le Souverain. Les pretendans á Neufchatel n'ignorent

pas

pas cette verité, leur etat ne leur permet pas d'en douter un moment.

En ſecond lieu on dit, que toute poſſeſſion ſans titre & ſans bonne foi n'eſt pas ſeulement defectueuſe, mais elle eſt vicieuſe, les fins de non recevoir etablies ſur une poſſeſſion de cette eſpece ne ſont jamais admiſſibles, & ne peuvent procurer a ceux qui les alleguent le benefice de la preſcription. Ce ſont des verités qui n'ont pas beſoin de preuves, & ſur lesquelles on ne croit pas devoir s'arreter plus long temps.

Or la pretenduë poſſeſſion des Hochbergs & de leurs ſucceſſeurs etant ſans titre & depourveuë de bonne foi, elle ne peut que leur etre inutile.

En effect il ne paroit rien de leur part, ils n'ont aucune conceſſion des Empereurs, ni aucun traité d' affranchiſſement paſſé avec les Seigneurs du fief, ni rien d' equivalent; ce qui eſt pourtant d' une neceſſité abſoluë d' avoir, pour pouvoir legitimer leur poſſeſſion, puis qu'au moyen d' jcelle ils pretendent aneantir des Droits de l' importance de ceux en queſtion, & qui ſe trouvent établis ſur des actes autentiques, & contre lesquels on ne ſauroit rien avancer qui put les invalider. On voit ſeulement de la part de ces pretendus vaſſaux une poſſeſſion continuée des uns aux autres á titre d' inſtitution hereditaire, Titre certainement defectueux en toutes ſes parties, dont la longueur du temps bien loin de le rectifier n'a fait qu' en augmenter le vice & le rendre toujours plus odieux.

Si on conſidere la conduite de Rodolphe de Hochberg, on reconnoitra aiſement cette verité, on verra que tout intrus qu'il etoit, il n'avoit pas neantmoins oſé porter ſes veuës ſur la Seigneurie directe de Neufchatel,

le Domaine utile de cette Comté bornâ ſon ambition & toutes ſes prétenſions, Il regarda toujours la directité comme une choſe ſacrée, L' hommage qu'il fit offrir en 1458. a Louis de Chalon ſon Seigneur ſouverain le manifeſte avec clarté. Mais ſes Succeſſeurs, que le temps n'avoit pas rendus moins ſcrupuleux que lui, au contraire etant devenus plus avides du bien d' autrui, enhardis par la puiſſance de leurs Protecteurs, ont entrepris d' envahir la Seigneurie directe, qui appartient aux Chalons avec tant de juſtice, par devers leſquels on peut dire qu'elle a reſté en ſon entier, au moyen des reſerves contenuës dans les Inveſtitures, & c'eſt malgré les efforts que ces pretendus Vaſſaux ont fait pour les en depouiller, procedé ſi extraordinaire & ſi inoui, qu'il leur attirera ſans doute l' indignation de chacun.

Et quant á la bonne foi, on permettra de dire qu'elle ne ſe trouve pas dans le cas preſent de la part des Competiteurs. Que cela ne ſoit, on n'a qu'a examiner avec un peu d' attention les moyens que les Hochbergs & les Ducs de Longueville ont mis en Uſage pour ſe ſaiſir de cette Comté, & ceux dont ils ſe ſont ſervis pour ſe maintenir dans leur injuſte detention. Par cet examen on decouvrira qu'ils ne ſont pas & qu'ils n'ont jamais eſté dans la bonne foi, puis qu'ils n'ont employé pour cela que la force, l' injuſtice & la violence.

Or il eſt trivial, qu'aucune preſcription ne peut etre propoſée & avoir lieu dés qu'il y a de la mauvaiſe foi. Il eſt encore tres certain qu'un poſſeſſeur de mauvaiſe foi ne preſcrit point par aucun laps de temps, par la raiſon que la Loi ne permet pas á aucune perſonne de s'enrichir aux depens d'autrui. Cette regle eſt ſi juſte & ſi equitable qu'elle ne le ſoufre pas même aux perſonnes privi-

privilegiées, comme pupils & autres, & pour l'eviter elle permet de les convenir en juſtice, & de leur demander reparation du tort cauſé par leurs auteurs; Car il ne ſeroit pas raiſonnable qu'elles ſe fuſſent enrichies du crime d' autrui, ce qui arriveroit pourtant en ce cas ſi on avoit egard aux injuſtes pretenſions des adverſaires. C'eſt ce qu'on n'a pas lieu de craindre aujourdhui que la voye de la juſtice par un effect de la providence eſt heureuſement ouverte á Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, Succeſſeur des Chalons Seigneurs Souverains & Dominans de Neufchatel.

Par tout ce que deſſus il paroit qu'on a eu raiſon de dire, que la preſcription qu'on employeroit pour aneantir les Droits du Roy de Pruſſe ſeroit de nulle conſideration. L'on paſſe même plus avant & l'on dit, que quand on depouilleroit de leur éclatante dignité les biens & les droits en queſtion, qu'on les mettroit au rang des biens des particuliers, ſujets á la preſcription, ce qu'on ne ſoufrira jamais, qu'on avoueroit legitime la poſſeſſion vicieuſe des Hochbergs & des Longuevilles: & quand on ſupoſeroit enfin que la preſcription, dont ils font leur rempart, ſeroit telle que le Droit civil la demande, c'eſt a dire qu'ils auroient titre, bonne foi, & le temps defini par la Loi, On ſeroit toujours fondé a dire que cette preſcription ne pourroit prejudicier en aucune maniere au Roi de Pruſſe, par la raiſon que ce Prince agit, non pas ſimplement comme deſcendant & Succeſſeur des Chalons & des Naſſau Orange, mais comme ſubſtitué & ayant droit de ſon Chef. En cette qualité la negligence de ceux qui l'ont precedé en degré, ſuppoſé qu'il y en ait eu de leur part, ce qu'on n'accorde pas, ne pourroit lui etre imputée, ny lui porter

on dira que ces predeceſſeurs ont perdu leur droit avant que le fief fut ne

prejudice, le cas du fideicommis fait en ſa faveur n'ayant eſté ouvert qu'en 1702. par le deceds ſans enfans de S. M. B., Il ne lui a pas eſté permis d'agir plutot, Ainſi par la regle du droit civil, aucune preſcription n'a pû courir contre lui. Tous les Jurisconſultes convienent encore que les Droits & biens fideicommiſſés ne peuvent par aucun laps de temps ſe preſcrire au prejudice du fideicommiſſaire, la poſſeſſion fut elle avec titre & bonne foi & de pluſieurs ſiecles, Ce qui ne ſe rencontre pas dans celle des pretendus ſucceſſeurs des Hochbergs, qui eſt d'un caractere tout oppoſé, comme on l'a fait voir ci deſſus.

Il y auroit encore á conſiderer dans la ſuppoſition non accordée que les Souverainetés fuſſent preſcriptibles, que la preſcription a eſté introduite non pas pour favoriſer la mauvaiſe foi, mais pour punir la negligence de ceux qui n'ont pas ſoin de conſerver leurs droits, & pour éviter que les Domaines des choſes ne fuſſent pas toujours dans un état flotant & incertain.

la raiſon de cette peine eſt que ceux qui negligent de pourſuivre leur droit rendant la choſe obſcure au prejudice de leur adverſe partie qui par la longueur du temps pourra eſtre privée des moyens de ſe defendre

Or comme il eſt aiſé de juſtifier par des pieces tres authentiques que les Princes de Chalon & de Naſſau Orange ont fait des inſtances en divers temps & en diverſes repriſes, tant aupres du Canton de Berne, qu'en des Tribunaux d'une competence reconnuë pour ſe procurer la poſſeſſion vielle du Domaine plein de Neufchatel, on ne peut leur imputer avec raiſon d'avoir apporté quelque negligence dans l'exercice de leurs Droits, n'y ayant eu que les oppoſitions & les difficultés de Rodolphe de Hochberg & de ſes Succeſſeurs qui ayent rendu leurs pourſuites vaines & inutiles.

On pourroit encore faire voir, qu'il ne s'eſt pas écoulé un eſpace de temps ſuffiſant pour etablir des pertinentes

tes fins de non recevoir, ſi on en defalque celui des guerres, des Priſons & des Minorités des Princes de Chalon & de Naſſau Orange, ſuivant que le Droit le permet: mais comme le detail de toutes ces choſes ſeroit d'une longue diſcuſſion, il nous meneroit trop loin, on renvoye les perſonnes qui ſouhaiteront d'en avoir une connoiſſance particuliere, au Traité fait pour une plus ample Demonſtration des Droits du Roi de Pruſſe ſur la Principauté de Neufchatel, ou tout eſt rapporté avec exactitude & fidelité dans toutes ſes circonſtances.

On finit par lá cet article pour paſſer au troiſieme & dernier, dans lequel on s'eſt engagé de montrer, que les cas qui ont donné lieu au Droit de Reverſion du fief de Neufchatel & de ſes dependances en faveur des Seigneurs Dominans, repreſentés par Sa Majeſté Pruſſienne, ſe ſont preſentés autrefois & ſe preſentent encore aujourdhui.

Pour remplir cet engagement, on dit qu'il faut convenir avec tous les Docteurs feudiſtes, que pluſieurs cas font ouverture au Droit de Reverſion du fief; L'extinction des perſonnes habiles á le tenir, le crime de felonie, les alienations du fief ſans le conſentement du Seigneur Dominant, le deſaveu du Vaſſal envers le Seigneur, & enfin le refus des devoirs feodaux. Tous ces cas ſe trouvent verifiés dans l'affaire preſente. Mais comme ces Docteurs font des limitations & des reſtrictions á l'egard d'aucuns, on ne s'arretera pas á ceux de cette eſpece, on s'attachera uniquement au premier & principal, qui eſt celui de l'extinction des perſonnes habiles á reprendre le fief, qui ſeul peut produire avec effect tout le fruit qu'on veut en recueillir.

Il importe fort peu de ſavoir ſi le fief en queſtion eſt

fief

fief d'Empire ou fief de Bourgogne. On convient que ce seroit un préalable assés necessaire, si l'on n'avoit pas, comme l'on a, les actes primitifs, & les investitures qui s'en sont ensuivies, qui reglent d'un coté les Devoirs féodaux & la maniere de preter les hommages, & qui de l'autre part designent precisement les personnes habiles á succeder & á pouvoir tenir & reprendre le fief, Et c'est á ces actes qu'il faut se conformer, devant en ces occasions servir de regle & de loi, sans qu'on doive recourir á d'autres interpretes, eux seuls en étant les plus surs, les plus fideles & d'une suffisance parfaite.

Cela ainsi posé, il faut les examiner sans prévention. Il paroit par l'acte primitif & fondamental de 1288. que le fief de Neufchatel avec ses dependances fut sousinfeodé par Jean de Chalon troisieme du nom à Rolin de Neuschatel comme & en la forme des fiefs d'Empire, qui sont ordinairement masculins, les filles en étant excluës, de même que tous heritiers étrangers, n'y ayant que les enfans mâles du Vassal qui puissent les tenir. La force de la verité à tiré cette confession ingenuë de la bouche d'aucuns des Contendans, que le fief de Neufchatel étoit fief d'Empire. On n'avoit pas besoin de cet aveu sincere pour cette demonstration, car outre les preuves qui resultent de l'acte primitif, les Investitures accordées aux Vassaux le manifestent clairement. En effet Rodolphe ou Raoul de Neufchatel fils de Rolin qui ne pouvoit pas ignorer la nature & la qualité de ce fief, & que les filles en étoient excluës, connoissant d'ailleurs la bonté du cœur genereux du même Jean de Chalon dans toute son etenduë par l'heureuse experience que Rolin son Pere en avoit fait quelques années auparavant, souhaita au cas que lui ou ses heritiers vinssent

à mourir

á mourir ſans enfans mâles qu'une de ſes filles ou une fille de ſes heritiers fut admiſe á la repriſe du fief par l'inveſtiture de 1311. Cette permiſſion lui fut accordée, & par les inveſtitures de Louis de Neufchatel, de Conrad & de Jean de Fribourg des années 1357. 1397. 1407. & 1453. la permiſſion de tenir cette Comté fut plus étenduë par les Seigneurs dominans: Il fut de leur bon plaiſir de la porter aux filles des Vaſſaux ou aux filles de leurs heritiers, une ou pluſieurs de la Maiſon de Neufchatel, & toujours au cas que les Vaſſaux ou leurs heritiers vinſſent á mourir ſans enfans mâles, ce qui emporte l'excluſion formelle de tous autres heritiers á tout autre degré de parenté ou d'alliance qu'au degré deſigné dans les actes d'inveſtiture, & cela ſuivant les Regles du droit.

D'où l'on peut aiſement recueillir que le fief de Neufchatel etoit de ſa nature un fief libre ſousinfeodé en la forme de fief d'Empire, & conſequemment qu'il etoit maſculin, & que par la condeſcendance des Seigneurs dominans les filles des Vaſſaux avoient eſté renduës habiles á la repriſe du fief, ſans qu'elles puſſent le tranſporter á leurs heritiers, non pas même á leurs propres enfans, par la raiſon que les enfans de telles filles n'etoient pas de la Maiſon & Chaſail de Neufchatel bien qu'il en fuſſent ſortis.

Or Jean de Fribourg etant decedé en 1457. ſans avoir laiſſé ni fils ni filles, ſa mort fit ſans difficulté ouverture au Droit de Reverſion du Domaine plein de Neufchatel par l'extinction des perſonnes auxquelles le fief devoit parvenir ſelon la teneur des Actes en faveur des Seigneurs

neurs Dominans, qui s'etoient toujours reſervé le droit de l'exercer aux ouvertures des cas, & ſurtout dans l'inveſtiture accordée par Louis de Chalon au meme Jean de Fribourg trois annés avant ſon deceds, c'eſt á dire l'année 1453.

L'Objection fondée ſur la repriſe du fief de Neufchatel par Conrad de Fribourg aprés la mort d'Iſabelle de Neufchatel, ne peut quelque tour qu'on lui donne être en obſtacle au droit de Reverſion du fief en faveur du Seigneur Direct; puis qu'on n'a pas raiſon de dire qu'il fut admis á cette repriſe en vertu de la diſpoſition teſtamentaire d'Iſabelle, car elle n'avoit pas droit ni pouvoir d'en diſpoſer, comme l'on a deja fait voir, mais bien par une grace particuliere de Jean de Chalon, qui voulut bien pour cette fois lá ſe relacher du droit qui lui etoit aquis par un pur motif de generoſité, ſans pretendre neantmoins par lá y renoncer pour l'avenir & dans des cas ſemblables. La reſerve de ſes Droits contenuë dans les Inveſtitures eſt une preuve certaine que ſon intention etoit de ſe les conſerver en leur entier, & de les mettre á couvert des conteſtations par cette judicieuſe précaution. La ſeule reflexion raiſonnable qu'il y a á faire ſur l'admiſſion de Conrad á la repriſe du fief, c'eſt qu'á la faveur de cette repriſe lui & ſon fils Jean ont eſté cenſés de la Maiſon de Neufchatel, & par lá ils ont eu droit non ſeulement d'en porter le nom, mais encore de tranſporter le fief á leurs enfans mâles ou femelles; mais qu'ils euſſent celui de le tranſporter á leurs autres heritiers, c'eſt ce qu'on nie formellement.

Et quant á ce qui eſt dit dans l'inveſtiture de Louis de

de Neufchatel de 1357. qu' jcelui Louis fait hommage á Jean de Chalon éz us & coutumes de Bourgogne, voulant conclurre de lá que le fief de Neufchatel eſt fief de Bourgogne, qui peut paſſer á toute ſorte d' heritiers, comme hereditaire & patrimonial; l'on ſoutient que cette objection n'eſt pas de meilleur aloi que celle qui précede, & ne ſauroit non plus porter atteinte aux droits de Reverſion, par la raiſon que ces termes de Us & Coutumes ne peuvent point changer la nature du fief, qui demeure toujours le même, n'ayant leur relation qu'a la maniere de prêter l' hommage, aux ſervices & devoirs féodaux qui ſont presque par tout d' une pratique differente, ainſi que tout le monde ſait: les termes ci deſſus ne pouvant aucunement ſe raporter á la maniere de ſucceder, puisqu'elle ſe trouve reglée par un article ſeparé, Article qui doit neceſſairement ſervir de Loi & de regle, & s'il en etoit autrement il ſe trouveroit que celui des Articles qui fait la partie la plus conſiderable des Inveſtitures auroit eſté inſeré dans le Contract en vain & inutilement, ce qui ſeroit une choſe abſurde.

Si l'on vouloit raporter ici toutes les conſiderations & toutes les reflexions qu'il y auroit á faire pour le ſoutien & pour la defenſe des Droits du Roi de Pruſſe, on ſe verroit obligé de paſſer les bornes préſcrites, ce qu'on n'a pas deſſein de faire. Ainſi il ſuffira de faire remarquer en paſſant & avant que de finir, qu'il n'a jamais eſté au pouvoir des Princes de Chalon & de Naſſau Orange, de tirer des mains uſurpatrices des Hochbergs & de leurs Succeſſeurs, depuis l'ouverture du Droit de Reverſion, c'eſt a dire depuis 1457. temps de la mort de Jean de Fribourg jusques a preſent, la Comté de

Neufchatel. La puiſſante & continuelle protection dont la France a favoriſé les Hochbergs & les Longuevilles, comme Parens & alliés de ſes Souverains qui ſe trouvoient en même temps Ennemis particuliers des Chalons & des Naſſau Orange, en ce que ceux ci étoient regulierement engagés dans les guerres & dans les partis oppoſés á ceux lá; cette protection, dit on, leur a toujours eſté un obſtacle inſurmontable dans l'exercice de leurs Droits ſur Neufchatel & Valangin qui en depend. Il faudroit avoir les yeux faſcinés pour ne decouvrir pas cette verité, Il faudroit n'avoir jamais lû les hiſtoires de ce temps lá pour pouvoir ignorer que Guillaume, Jean, & Philibert de Chalon ont eſté tous trois ſucceſſivement priſonniers de la France: Que ſi Louis de Chalon, le ſeul des quatre Princes de cette Maiſon qui ont vecû depuis l'ouverture du Droit de Reverſion, a evité un pareil ſort, il n'en a eu l'obligation qu'á la grandeur de ſon courage, ayant mieux aimé ſe jetter tout armé dans le Rône & le paſſer á la nage, que de tomber dans la puiſſance du Gouverneur du Dauphiné, qui l'avoit defait entre Colombier & Anthon.

Et á l'egard des Princes de la Maiſon de Naſſau Orange, la haine que la France leur a porté, a paru depuis peu avec tant d'eclat dans tout ce Royaume lá, qu'il n'y a ſans doute perſonne qui n'en ait une parfaite connoiſſance. En tout cas l'état preſent de la Principauté d'Orange qui en eſt un triſte monument ne la juſtifiera que trop, ce qui fait qu'on ne juge pas neceſſaire d'en dire davantage. Il eſt toujours tres certain, qu'il n'a jamais eſté au pouvoir des Princes de Chalon & de Naſſau Orange de tirer leur Comté de Neufchatel

des

des Mains des Hochbergs & de leurs Succeſſeurs, qui la leur avoient uſurpée, favoriſés dans certains temps par les Cantons Suiſſes, & dans d'autres par la France. Il eſt cependant viſible que l'effect de cette double protection ceſſera aujourdhui avec la cauſe.

On a donc ſuffiſamment prouvé que le Roi de Pruſſe eſt le legitime Succeſſeur des Princes de Baux, de Chalon & de Naſſau Orange.

On a etabli enſuite d'une maniere inconteſtable le Droit de la Maiſon dc Chalon ſur la Comté de Neufchatel & ſes Dependances.

On a fait voir enfin avec une evidence parfaite, que la Conſolidation de la Seigneurie utile á la Seigneurie directe ne peut pas etre conteſtée á Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, par tous les cas qui y ont donné lieu: & l'on pourra bien moins le faire, lors que la mort de la Dame Ducheſſe de Nemours aura fait une nouvelle & ample ouverture au Droit de Reverſion du fief en faveur du Roi de Pruſſe, n'y ayant pas un ſeul de tous les autres Prétendans qui ſoit appellé & qui puiſſe tenir & reprendre ce fief. Ils s'en trouvent tous au contraire formellement exclus par l'acte d'inféodation de 1288, par les Inveſtitures données en conſequence, & par la Reconnoiſſance ſolemnelle des Bourgeois de Neufchatel de 1406.

Voilá préciſement tout ce qu'on avoit promis de juſtifier par ce Memoire. On n'a pas crû devoir s'arréter á la pretenduë purification du fief de Neufchatel avan-

cée par aucuns des Contendans, comme etant une chose controuvée á plaisir, & imaginée pour en imposer au Peuple de cette Comté, & par ce qu'elle se trouve detruite par tout ce qui a esté dit ci devant. Et si on l'examinoit de prés on verroit que, bien loin qu'elle fut avantageuse á l'Etat de Neufchatel, elle lui seroit tres préjudiciable, par une infinité de raisons.

Le Peuple de Neufchatel qui entend parfaitement ses veritables interets & ses besoins, ne manquera pas de decouvrir cette verité, & de reflechir serieusement sur cette importante affaire: etant surtout conduit & dirigé par des personnes si eclairées, que rien ne sauroit échaper á leurs Lumieres & á leur penetration; qui d'ailleurs devant connoitre des pretensions respectives de tous les Contendans, peseront sans doute le Droit des parties au poids du Sanctuaire, ou la justice préside aux Jugemens. Et dans cette confiance on ne sauroit douter que la cause de Sa Majesté le Roi de Prusse, n'ait un succés aussi favorable qu'il est juste, & que par uue consequence necessaire le Peuple de Neufchatel sans hesiter un moment ne prene le partie de reconnoitre pour son Prince Souverain & legitime le Roi de Prusse, comme le parti le plus juste, qui lui est le plus avantageux, & qui lui doit convenir le mieux, pour le Temporel & pour le Spirituel; A quoi il se trouve heureusement engagé par l'acte de Reconnoissance que ses Devanciers passerent en faveur de Jean de Chalon en 1406.

On ne pretend pas de faire ici le parallele de tous les avantages que Neufchatel pourra retirer du Regne de Sa Majesté le Roi de Prusse, & de ceux qu'il devroit attendre

attendre de recevoir de la Domination d'Aucun des autres Prétendans. On peut bien cependant dire avec certitude, que le bonheur de ce petit Etat ſera ſans égal, s'il eſt aſſés heureux de tomber entre les bras du Roi de Pruſſe, grand & genereux Prince, également pieux & débonnaire, qui a un penchant tres glorieux á faire du bien á tous ſes ſujets generalement. C'eſt par la juſtice de ſon gouvernement, que l'on voit fleurir ſes vaſtes Etats. C'eſt par la douceur de ſa Domination, qu'il eſt devenu l'object de l'amour des Peuples naturels & adoptés qui les habitent, desquels il fait tout le Bonheur & toute la Felicité.



BIBLIOTHECA
REGIA
HANNOVERANA

GOTTFRIED WILHELM LEIBNIZ BIBLIOTHEK
NIEDERSÄCHSISCHE LANDESBIBLIOTHEK

Signatur: Leibn. Marg. 218, Stück 2, [34] - -

PUBLIC DOMAIN

GWLB Hannover 35
036 856 460

XXIV, 48°
40

GOTTFRIED WILHELM LEIBNIZ BIBLIOTHEK
NIEDERSÄCHSISCHE LANDESBIBLIOTHEK

Signatur: Leibn. Marg. 218, Stück 2, [35] - -

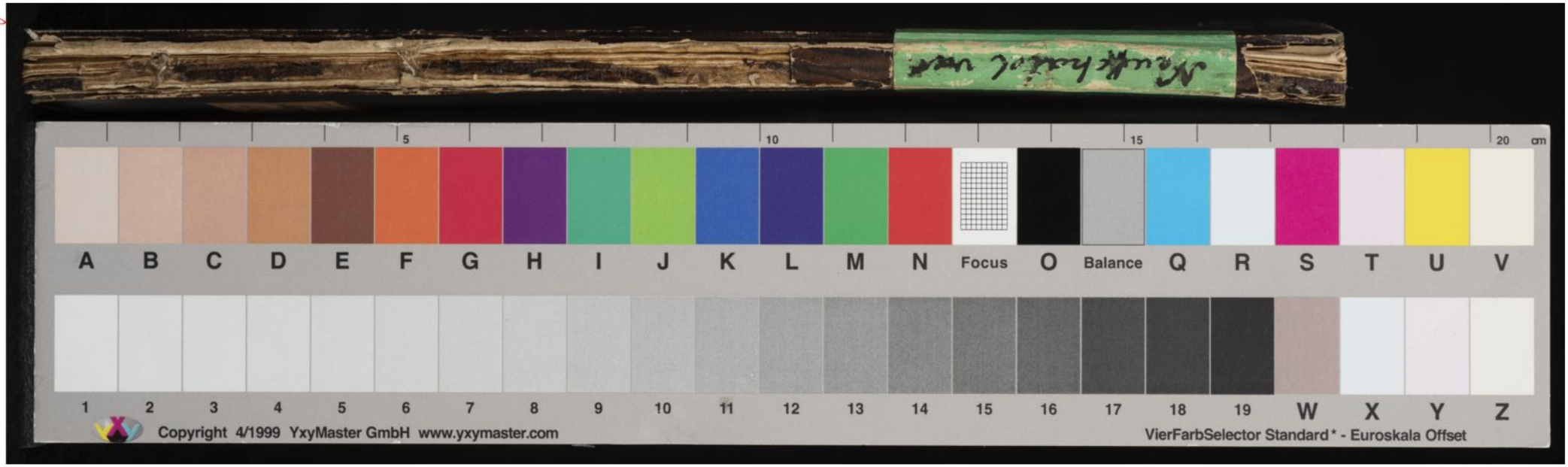
PUBLIC DOMAIN



GOTTFRIED WILHELM LEIBNIZ BIBLIOTHEK
NIEDERSÄCHSISCHE LANDESBIBLIOTHEK

Signatur: Leibn. Marg. 218, Stück 2, [36] - -

PUBLIC DOMAIN


5
10
15
20
cm
A B C D E F G H I J K L M N Focus O Balance Q R S T U V
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 W X Y Z
Copyright 4/1999 YxyMaster GmbH www.yxymaster.com
VierFarbSelector Standard * - Euroskala Offset